

Direction Départementale
des Territoires
Secrétariat Général
Bureau Juridique

ARRÊTÉ
N° 10-0555 du 08 mars 2010
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société PONT SUR SEINE INDUSTRIES à PONT SUR SEINE
Mise en demeure

Le Préfet de l'AUBE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement et notamment son Livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, Titre 1^{er} consacré aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.514-1;

VU l'arrêté préfectoral n°00-5613 du 12 décembre 2000 réglementant les installations de la société PONT SUR SEINE INDUSTRIES à PONT SUR SEINE,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 05 février 2010,

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a constaté le 03 décembre 2009 que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2000 et des arrêtés ministériels des 02 février 1998, 12 décembre 2000 et 30 juin 2006 ne sont pas respectées,

CONSIDERANT que le non-respect de ces prescriptions réglementaire est de nature à créer un risque de pollution et un risque d'aggravation des conséquences d'un éventuel accident industriel,

CONSIDERANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.514-1 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société PONT SUR SEINE INDUSTRIES de respecter la réglementation applicable

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

La société PONT SUR SEINE INDUSTRIES, sise 29 rue Monte à Regrets à PONT SUR SEINE, ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter les prescriptions définies par l'article 2.

ARTICLE 2 -

l'exploitant devra :

- Avant le 20 mars 2010 :

- Respecter l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2000, à savoir maîtriser la consommation d'eau de l'atelier de traitement de surfaces de façon à limiter à 6m³/h le débit maximal des eaux rejetées,
- Respecter l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2000, à savoir diminuer les concentrations et flux rejetés en zinc et chrome VI dans la Seine.

- Pour le 31 mars 2010 :

- Respecter l'article 19.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2000, à savoir compléter les consignes de sécurité,
- Respecter l'article 20.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2000, à savoir installer un signal lumineux raccordé à l'alarme du site,
- Respecter l'article 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, à savoir transmettre le calcul des consommations spécifiques d'eau de rinçage de l'atelier de traitement de surfaces, et ce pour les années 2008 et 2009.

- Pour le 30 juin 2010 :

- Respecter l'article 14 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, à savoir arrêter le refroidissement en circuit ouvert des installations de l'usine, et ce dans les conditions fixées par l'article 26 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2000,
- Respecter l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, à savoir mettre en conformité les exutoires de fumées de l'atelier de traitement de surfaces,
- Respecter l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, à savoir mettre en œuvre les moyens nécessaires à la rétention des eaux polluées et des eaux d'extinction d'incendie de l'atelier de traitement de surfaces.

ARTICLE 3 -

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions du présent arrêté dans les délais définis, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement, sans préjudice de sanctions pénales.

ARTICLE 4 –

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, Direction générale de la prévention des risques, 92 055 LA DEFENSE Cedex, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de CHALONS EN CHAMPAGNE, 25 rue du Lycée, 51 036 CHALONS EN CHAMPAGNE. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5–

Le présent arrêté est notifié à la société PONT SUR SEINE INDUSTRIE.

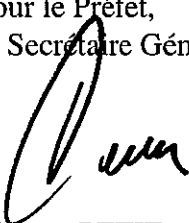
Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la Mairie de PONT SUR SEINE pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait est affiché à la Mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le Maire à la Direction Départementale des Territoires – Bureau Juridique.

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Maire de PONT SUR SEINE, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TROYES, le 08 mars 2010

pour le Préfet,
le Secrétaire Général



Thierry PETIT